

Debout pour l'école !

Suzanne-G. Chartrand

Number 798, September–October 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88761ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chartrand, S.-G. (2018). Debout pour l'école ! *Relations*, (798), 6–7.

DEBOUT POUR L'ÉCOLE!

Un nouveau collectif appelle à la mobilisation pour défendre l'éducation au Québec.

Suzanne-G. Chartrand*

L'auteure est porte-parole et coordonnatrice de Debout pour l'école!

En juin dernier, près de 200 citoyens et citoyennes, principalement issus du milieu de l'éducation, de tous âges et de diverses régions, préoccupés par l'état du système d'éducation du Québec, appelaient la population à se mobiliser pour défendre l'éducation. Dans le sillage de la Révolution tranquille et du rapport Parent, ce collectif soutient que l'école doit instruire, c'est-à-dire éveiller la conscience des élèves, des étudiantes et des étudiants, les rendre capables de contribuer à la construction d'une société plus juste, grâce à un ensemble de connaissances et de valeurs qui leur sont transmises et qu'ils et elles se sont appropriées.

Cette institution doit demeurer à l'abri des impératifs comptables et des attentes immédiates du marché du travail. L'école ne doit pas être l'antichambre des entreprises! Or, au cours des années, les gouvernements, emboitant le pas aux décideurs internationaux, ont diminué considérablement le financement de l'école publique (coupes de 1,5 milliard de dollars de 2010 à 2016). Ils ont adopté des politiques à courte vue dévoyant le sens même de l'éducation avec des approches pédagogiques issues du monde entrepreneurial, privilégiant une vision techniciste et marchande de même que les méthodes comptables misant sur la «réussite scolaire» à tout prix, qui rime avec la baisse des exigences et la diplomation coûte que coûte. Si, selon les indices nationaux et internationaux, les élèves québécois ont souvent des performances scolaires remarquables en lecture, notamment, on doit relativiser ces résultats à la lumière d'autres enquêtes, dont celle de l'Institut de la statistique du Québec qui indique que près de 56% des diplômés du



secondaire se situaient sous le seuil critique en lecture (*Le Devoir*, 26-27 avril 2014).

Aussi, partant de recherches universitaires, de rapports des instances compétentes, de revendications argumentées des organisations syndicales, communautaires et autres, le collectif Debout pour l'école! a jugé nécessaire de proposer une réflexion citoyenne sur les grands enjeux de l'éducation. Il a ciblé trois enjeux, ouvert autant de chantiers d'analyse, d'échanges, d'écriture collective et produit des documents contenant des revendications précises, réalistes et essentielles¹.

Le chantier «Éducation : qualité et équité» vise à ce que le système scolaire soit un moteur de justice sociale et de réduction des inégalités socioéconomiques et culturelles. On y revendique un système dans lequel toutes et tous auront accès à une éducation de qualité, peu importe les écoles, les programmes, les

collèges et les universités, et dans lequel les élèves, étudiantes et étudiants handicapés, en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, issus de l'immigration et autochtones qui fréquentent le système scolaire québécois recevront le soutien approprié. Depuis la fin des années 1960, le système scolaire s'est stratifié au point qu'on peut parler d'un système à trois ou même quatre vitesses, qui opère une ségrégation des populations scolaires nuisible aux individus comme à la société. Si les projets particuliers de l'école publique sont des facteurs de motivation scolaire et d'enrichissement du curriculum, pourquoi les populations les plus vulnérables en seraient-elles privées et devraient-elles être condamnées au régime sec?

Le deuxième chantier, «Développer les compétences langagières à l'oral et à l'écrit», traite de l'importance d'une solide formation langagière tant à l'oral qu'à l'écrit étant donné le rôle crucial du

langage pour le développement intellectuel et social d'une personne. L'apprentissage du français, langue première au Québec, doit être grandement amélioré, et ce, au cours de toute la scolarisation. Le français ne doit plus être considéré uniquement comme une « matière scolaire », mais plutôt comme le socle de tous les apprentissages. La diplomation au terme du secondaire et du collégial doit correspondre à de solides compétences langagières qui, si elles se développent tout au long de la vie, permettront à ceux et celles qui sortent des écoles, des collèges et des universités d'avoir le bagage suffisant pour bien vivre et travailler en se faisant respecter.

Le troisième chantier, « Revaloriser le travail des artisan-e-s de l'éducation », décrit les inacceptables conditions de travail de tout le personnel du système d'éducation – notamment des enseignantes et enseignants récemment embauchés –, conditions qu'il faut améliorer de toute urgence pour réduire les nombreux départs et la souffrance au travail. Rien ne sert de parler d'une revalorisation du travail enseignant ni de ressortir l'éternelle fausse solution d'un ordre professionnel, systématiquement refusé par les personnes concernées, si l'État n'est pas prêt à mettre en place dès maintenant les solutions préconisées par les organisations compétentes du monde de l'éducation, dont le Conseil supérieur de l'éducation. Bref, les solutions sont là; il ne manque que la volonté politique de les mettre en œuvre. De plus, il faut rendre possible une formation continue de qualité (actuellement aléatoire et de pertinence discutable) et bonifier la formation initiale du corps enseignant.

Le collectif entreprend un travail systématique d'information et de mobilisation autour de ces enjeux; il veut rassembler celles et ceux pour qui l'institution scolaire doit instruire et éduquer dans le but de contribuer à la construction d'une société réellement démocratique, creuset d'une culture commune et du vivre-ensemble. ©

* Ce texte est rédigé en tenant compte des rectifications orthographiques adoptées par l'Académie française en 1990.

1. Voir le site Web de Debout pour l'école!: <ecole.ca.edu>.

UN TEMPS POUR CÉLÉBRER LES LUTTES

La Semaine de l'action communautaire autonome, qui aura lieu du 22 au 27 octobre prochain, insistera cette année sur la mémoire des luttes.

Amel Zaaza

L'auteure est conseillère en stratégie politique et aux communications du RQ-ACA

Comme tous les ans, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) tiendra, à la fin du mois d'octobre, une Semaine nationale de l'action communautaire autonome dont l'objectif général est de valoriser le travail des 4000 organismes communautaires composant son réseau et de rendre hommage aux 60000 travailleuses et travailleurs ainsi qu'aux 425000 bénévoles qui s'y activent quotidiennement.

Les organismes d'action communautaire autonome, qui ont été créés par et pour les gens de la collectivité, incarnent encore aujourd'hui les principes fondateurs du mouvement communautaire, reconnus depuis 2001 par une politique gouvernementale: la participation citoyenne, l'éducation populaire, la défense collective des droits et l'autonomie de leur action. Les organismes qui composent le mouvement communautaire œuvrent dans tous les secteurs: jeunesse, femmes, personnes vivant avec une limitation fonctionnelle, loisir, logement, consommation, environnement, etc.

Néanmoins, le Réseau est mis à mal depuis près de quinze ans par les politiques d'austérité des gouvernements successifs ainsi que par les multiples atteintes à son autonomie. Les enveloppes budgétaires diminuent faute d'indexation suffisante, mais la transformation même du modèle de financement met en péril l'ACA. Nous observons en effet une nette progression du financement par entente de service et par projet, au détriment du

financement de la mission globale des organismes (mission qu'ils se donnent eux-mêmes). Résultat: ces derniers font de plus en plus souvent face à un financement non récurrent, qui les contraint de surcroît à répondre à des paramètres précis dictés par les différents ministères. Cette réalité érode les capacités d'action

Une constituante citoyenne et théâtrale

Mêlant initiative citoyenne et création artistique, le metteur en scène Christian Lapointe a lancé le printemps dernier *Constituons!*, en partenariat avec l'Institut du Nouveau Monde, le théâtre Carte Blanche, le Centre du Théâtre d'Aujourd'hui ainsi que neuf théâtres situés dans neuf régions du Québec. Le projet se décline de deux manières: la première est la mise sur pied d'une assemblée constituante en bonne et due forme qui se déroulera entre la fin août 2018 et avril 2019, la seconde est une production théâtrale en juin 2019, qui s'appuiera sur le travail de la constituante et demandera la participation du public lors des représentations. L'objectif est d'amorcer une discussion sur notre identité collective, sur ce qui nous définit comme société et de libérer l'assemblée constituante de tout intérêt partisan. Au creux de cette démarche se trouve une vision du théâtre comme agora, c'est-à-dire « un lieu de rassemblement social et politique » où les citoyens et citoyennes peuvent délibérer. Le projet de constitution qu'élaborera la constituante sera quant à lui déposé à l'Assemblée nationale en juin 2019.

Voir <inm.qc.ca/constituons>.

Capsules vidéo pour les 40 ans de la SODEP

La Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP), dont *Relations* est membre, fête cette année ses 40 ans d'existence. La SODEP veille depuis 1978 à promouvoir les revues culturelles québécoises par l'entremise, notamment, de kiosques lors des différents salons du livre un peu partout au Québec et d'événements tels le Printemps des revues et la remise annuelle de prix d'excellence soulignant la qualité des revues culturelles. À l'occasion de ses 40 ans, la SODEP a conclu un partenariat avec la Fabrique culturelle pour accroître la visibilité du travail de ses périodiques membres. Quelques capsules sont déjà disponibles en ligne sur <lafabriqueculturelle.tv> et *Relations* fera bientôt l'objet de l'une d'entre elles.